



Après avoir déclaré que l'âge de 64 ans n'était pas négociable, la Première ministre a semblé affaiblie, d'autant plus avec l'affaire Dussopt qui vient d'éclater. Totalement illégitime, sans majorité réelle, Borne a dû concéder un élargissement du dispositif des « carrières longues » à celles et ceux qui ont commencé à travailler entre 20 et 21 ans. La belle affaire ! Les prétendus « améliorations » qui ne changent rien au fond de la réforme nous montrent en réalité que le débat parlementaire, si toutefois il est mené jusqu'au bout, ne saurait aboutir à une victoire pour notre camp social, c'est-à-dire au retrait total de ce projet de loi régressif.

C'est bien entendu sur la rue et le blocage du pays qu'il faut compter pour faire reculer le gouvernement, obtenir le retrait de cette réforme. Le 7 février, les grévistes et les manifestants étaient peut-être un peu moins nombreux, mais la colère, elle, est intacte et la mobilisation des salariés très forte dans de nombreuses villes de France, et au moins égale à la journée du 19 janvier, qui avait été saluée comme une journée historique avec plus de 2 400 000 personnes dont 8 500 à Nevers.

Plus nous serons unis autour du rejet de cette réforme, plus nous aurons de chance de gagner. Il faut mettre de côté les divergences entre opposants à la réforme et rester unis derrière le même objectif, la même bannière, ensemble, nous reprenons confiance en notre mobilisation et plus encore en notre force commune, en nos capacités collectives à résister à la résignation et aux politiques antisociales.

Oui, nous sommes une très grande majorité à rejeter ce projet injuste et brutal. La multiplication des initiatives est une force pour ce mouvement. Il faut continuer et ne pas laisser tranquille celles et ceux qui veulent voter cette loi !

On veut nous faire croire qu'il faut réformer une fois de plus les retraites et que la solution serait de nous faire travailler plus. Mais en réalité cette réforme n'est pas nécessaire. Qui plus est, il y a des dizaines de milliards d'euros créés par notre travail qui sont détournés par les plus riches, milliardaires en tête : exil et fraude fiscale, aides multiples de l'État qui alimentent les profits des grandes entreprises pour les actionnaires...

Nous gagnerons cette lutte contre tous ceux qui veulent nous voir crever au travail.

Et pour Solidaires, il faudra en profiter pour imposer une réforme de justice sociale en revendiquant :

- La retraite à 60 ans avec 37,5 annuités et 5 ans de départ anticipé pour les métiers pénibles
- Pas de retraite en dessous du SMIC porté à 1 700 euros nets et l'augmentation générale des salaires de 5% mini, qui ne serait pas un luxe au vu de l'inflation
- L'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales, l'égalité des salaires femmes/hommes, une cotisation sociale sur les dividendes affectée aux caisses de sécurité sociale

Ces mesures permettrait de récupérer des milliards d'euros de cotisations retraite. Là où est l'argent dans le porte-feuille du MEDEF.

Solidaires refuse cette société qui n'offre que le chômage la précarité et la misère pour engraisser les actionnaires ! Alors tous ensemble, faisons-les battre en retraite !

ON LÂCHE RIEN !